

Impact des transferts monétaires ordinaires sur la capacité des ménages bénéficiaires en état de pauvreté chronique en zone urbaine : Application dans la ville de Yaoundé, Cameroun.

Impact of ordinary cash transfers on the capacity of chronically poor recipient households in urban areas : Application in the city of Yaoundé, Cameroon.

MVONO ESSONO Bertrand

Enseignant chercheur

Institut Universitaire des Sciences de l'Organisation

Faculté de Droit et des Sciences Economiques

Université Omar Bongo

Centre d'Etude et de Recherche en Développement International et Management des Organisations
(CERDIMO)

Gabon

bertmvono@gmail.com

ASSAKO ESSIBEN Jean-Pierre

Doctorant

Ecole Doctorale de la Faculté des Sciences Economiques et Gestion

Université de Ngaoundéré

Laboratoire d'Economie de Ngaoundéré

Cameroun

assako.essiben@yahoo.com

ALIMA Alain

Master en Sciences Economiques et Gestion

Ecole Doctorale de la Faculté des Sciences Economiques et Gestion

Université de Dschang

Centre de Recherche de l'Université de Dschang

Cameroun

alima.alainh@gmail.com

Date de soumission : 04/10/2023

Date d'acceptation : 13/11/2023

Pour citer cet article :

MVONO ESSONO B., & AL. (2023) « Impact des transferts monétaires ordinaires sur la capacité des ménages bénéficiaires en état de pauvreté chronique en zone urbaine : Application dans la ville de Yaoundé, Cameroun », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 4 : Numéro 11 » pp : 515 – 534.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

La présente étude a pour objectif d'apprécier les effets des transferts monétaires ordinaires sur la capacité des ménages bénéficiaires dans la ville de Yaoundé au cours de la période allant de 2020 à 2022. A cet effet, nous avons mobilisé des données issues des sources secondaires pourvues par l'enquête Proxy Mean Test (PMT) relatives aux caractéristiques du ménage pauvre d'une part et d'autre part des sources primaires issues de l'enquête sur l'Évaluation Finale du projet de Transferts Monétaires Ordinaires sur la Capacité des Ménages Bénéficiaires (EEFTOCAM) dans la ville de Yaoundé. Notre étude révèle qu'en respectant la mise en œuvre du projet filets sociaux, les transferts monétaires ordinaires atténuent l'exposition des ménages bénéficiaires face aux risques sociaux d'une part et d'autre part par la méthode des doubles moindres carrés, les transferts monétaires ordinaires affectent significativement la capacité des ménages bénéficiaires. Ces résultats révèlent la nécessité d'une action coordonnée des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale en matière de protection sociale pour juguler les effets de l'exposition des ménages en état de pauvreté chronique face aux risques sociaux.

Mots clés : Transferts monétaires ordinaires ; Capacité ; Ménages ; Pauvreté ; Zone urbaine.

Abstract

The purpose of this study is to assess the effects of ordinary monetary transfers on the capacity of beneficiary households in the city of Yaoundé during the period from 2020 to 2022. For this purpose, we have mobilized data from secondary sources Provided by the proxy mean test (PMT) survey relating to the characteristics of the poor household on the one hand and on the other hand the primary sources resulting from the survey on the final evaluation of the ordinary monetary transfers on the capacity of households Beneficiaries (EEFTOCAM) in the city of Yaoundé. Our study reveals that by respecting the implementation of the social nets project, ordinary monetary transfers alleviate the exposure of beneficiary households in the face of social risks on the one hand and on the other hand by the method of lower squares, transfers ordinary monetary significantly affects the capacity of beneficiary households. These results reveal the need for coordinated action for public authorities and donors such as the World Bank in matters of social protection to curb the effects of household exposure in a state of chronic poverty in the face of social risks.

Keywords : Ordinary cash transfers ; Capacity ; Household ; Poverty ; Urban area.

INTRODUCTION

Le problème de la protection sociale est devenu un enjeu mondial affectant à la fois les pays en développement et les pays développés. Les inégalités de revenus entre riches et pauvres sont répandues dans presque tous les aspects de la vie d'une nation. Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre dans les pays en développement au cours des dernières décennies visant à promouvoir davantage de transferts monétaires dans les programmes de filets sociaux. L'une des initiatives les plus importantes de la dernière décennie est certainement l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, qui placent l'éradication de la pauvreté, la faim zéro, l'éducation de qualité, la bonne santé et le bien-être pour tous au centre des préoccupations des pouvoirs publics.

Pour mieux justifier la nécessité de promouvoir davantage de transferts monétaires dans les programmes de filets sociaux, la Banque Mondiale dans son Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée publié en 2020, estime que le seuil de pauvreté pour les pays à revenu intermédiaire inférieur est fixé à 3,20 \$ par jour. Cependant avec le projet filets sociaux, les gains potentiels avec la promotion des transferts monétaires aux ménages bénéficiaires en termes de revenus seraient en moyenne de 129 \$ par an, les transferts monétaires représentant une hausse de 34,32% du revenu annuel de ces ménages. En 2007, toutes les personnes dont les dépenses mensuelles de consommation par équivalent adulte étaient inférieures à 46\$, étaient considérées comme pauvres. En 1996, 2001 et 2007 au Cameroun des enquêtes de l'Institut National de la Statistique (INS) ont respectivement indiqué des taux de pauvreté de 53%, 40,2% et 39,9%. La réduction des taux de pauvreté au cours de ces onze années a été de près de 14 points de pourcentage, avec une réduction beaucoup moins rapide après 2001. Les années qui ont immédiatement suivi ces résultats les plus récents n'ont pas été particulièrement favorables à la réduction de la pauvreté car en 2009, la crise économique mondiale a entraîné la baisse du taux du Produit Intérieur Brut (PIB) à 2 % (Banque Mondiale, 2012). Cette croissance insuffisante du PIB s'est accompagnée d'un taux de croissance de la population camerounaise de 3 % en moyenne. A ce contexte économique défavorable s'ajoute les fortes inondations qui ont durement touché les régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun en 2009. En 2010 et 2011, ces deux régions ont en effet dû faire face à une épidémie de choléra, les rendant encore plus vulnérables. Néanmoins, l'économie du pays s'est relativement bien redressée à partir de 2010, avec un taux de croissance atteignant 4,2% en 2011 et 4,4% en 2012. Au cours de cette période, le taux d'inflation s'est stabilisé à des niveaux relativement bas, autour de 2,7% en 2011 et 2,5% en 2012 (Banque Mondiale, 2013b). Toutefois, ces estimations contrastent avec la

réalité de la marginalisation des ménages pauvres dans presque tous les secteurs de la vie économique d'un pays, de l'éducation à l'indépendance économique. Selon le Rapport sur le Projet Filets Sociaux au Cameroun publié en 2020, le circuit traditionnel de redistribution des fruits de la croissance économique est accessible à une couche minoritaire de la société qui bénéficie de rémunération et de sécurité sociale au détriment des ménages en état de pauvreté chronique. Ce constat soulève des inquiétudes quant au rôle que pourrait jouer le phénomène de pauvreté dans l'affaiblissement du développement de l'économie du Cameroun. Cependant, le Projet Filets Sociaux au Cameroun a atteint 25% de la sous-population « pauvre » au cours de la période de 2020 à 2022.

Au Cameroun, les trois quarts des ménages pauvres en 2022 n'échappent pas à cette tendance générale d'inégalité des revenus (Banque Mondiale, 2022). Ce pourcentage montre combien de ménages pauvres sont encore composés des personnes sans assistance, et la conséquence à cette situation est le chômage et le sous-emploi des jeunes et des femmes sur le marché du travail. Certains pays en développement, comme le Cameroun, ont introduit des transferts monétaires pour rendre disponibles des revenus non contributifs, encourager les Activités Génératrices de Revenus (AGR), faciliter l'accès aux soins de santé, faciliter l'accès aux services d'éducation et encourager le gouvernement à réduire la pauvreté (Banque Mondiale, 2014). Malgré cette volonté, la mise en œuvre et l'efficacité de ces mesures sont lentes. L'Afrique, et plus particulièrement l'Afrique subsaharienne, connaît une tendance similaire à généraliser les inégalités de revenus. Selon les données de la Banque Mondiale (2015), la structure qui caractérise le ménage pauvre n'a pas changé au fil des ans, la pauvreté est toujours significativement plus élevée en milieu rural. Selon l'Institut National de la Statistique (INS), l'incidence de la pauvreté est de 40,2% (2001), 39,9% (2007), 37,5% (2014) au niveau national contre 17,9% (2001), 12,2 (2007), 8,9% (2014) au niveau urbain.

Un grand nombre d'études empiriques ont examiné les effets micro et macroéconomiques de l'assistance sociale en utilisant des analyses transversales, des séries chronologiques et des données de panel. Par exemple, le rapport sur le développement humain montre les progrès réalisés par le Cameroun. En effet, entre 1990 et 2017, la valeur de l'Indice de Développement Humain (IDH) du Cameroun est passée de 0,440 à 0,556, soit une augmentation de 26,3 %. Durant la même période, l'espérance de vie à la naissance du Cameroun a augmenté de 6,4 ans, les années moyennes de scolarisation ont accru de 2,8 ans et les années attendues de scolarisation ont augmenté de 4,2 ans. Le Cameroun connaît une augmentation des inégalités de revenus. L'IDH du Cameroun en 2019, à savoir 0.563, est inférieur à la moyenne des pays

du groupe à développement humain moyen, établie à 0.631, et supérieur à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, établie à 0.547 (PNUD, 2019). Dans leur ouvrage, Fomba Kamga et al. (2015) montrent que l'indice de Gini a d'abord légèrement baissé entre 2001 et 2007 ; passant de 40,4% en 2001 à 39,0% en 2007 ; puis il est reparti à la hausse pour atteindre la valeur de 44% en 2014, soit 5 points de pourcentage de plus sur les sept dernières années ; traduisant ainsi une aggravation de l'inégalité de consommation au sein de la population. Il faut noter que le modèle de développement camerounais s'est davantage focalisé sur la création de richesses en accordant moins d'importance à la mise en place de mécanismes de partage des fruits de la croissance afin de réduire les inégalités. Dans ce sens, le rapport sur la revue des politiques de développement mises en œuvre au Cameroun entre 2010 et 2018 réalisé par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun en 2019 a clairement indiqué que la stratégie nationale n'avait pas suffisamment pris en compte la politique sociale qui peut s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, de l'inégalité, de la vulnérabilité et pas seulement aux symptômes. Malheureusement, les interventions en matière de protection sociale au Cameroun ont été associées à de nombreux défis.

Malgré leur énorme importance et le débat actif sur l'effet de l'assistance sociale, la littérature économique accorde peu d'attention à la pertinence et à l'importance de la redistribution équitable des revenus pour permettre aux ménages pauvres d'améliorer leur bien-être, en particulier dans les pays africains. Bien que les études antérieures n'aient pas développé un cadre théorique formel pour expliquer la relation entre les transferts monétaires et la capacité des ménages bénéficiaires, il n'en demeure pas moins que la théorie de la capacité des ménages peut servir de fondement théorique. Cette théorie est basée sur des essais de Sen publiés entre 1981 et 1991, axés sur les principes de l'éthique sociale à l'économie (Sen A. K, Kaufmann, J. N. (1993)). C'est dans cette optique que Sen A. K (1987) a développé une théorie du développement qui met l'accent sur l'amélioration des capacités plutôt que des fonctionnements. Globalement, ces disparités entre les pauvres et les riches peuvent être attribuées aux différences de valeurs et d'attentes sociales découlant de la socialisation. Le projet sur les filets de sécurité sociale a fait des femmes, la personne de référence pour récupérer les transferts d'argent, elles représentent des valeurs pertinentes favorisant l'action en faveur des plus défavorisés, qui sont plus répandues chez les femmes que chez les hommes (Beutel & Marini, 1995). En conséquence, Andreoni & Vesterlund (2001) ont révélé que les choix faits par les femmes au pouvoir peuvent être plus socialement orientés que ceux effectués par les hommes et qu'elles ont tendance à légiférer en fonction de la qualité de l'environnement des citoyens par

rapport aux industries. En d'autres termes, une fois au pouvoir, les femmes ont tendance à légiférer en faveur des dépenses sociales, telles que les dépenses de santé. De plus, pour Pande (2003), dans les démocraties, l'utilisation des politiques législatives pour améliorer les conditions des plus défavorisés dépend du comportement du législateur. Pande (2003) conclut en affirmant qu'un des obstacles majeurs à l'introduction de politiques pro-pauvres, et donc sociales, est la sous-représentation politique des personnes appartenant à des groupes marginalisés, comme les femmes qui pourraient voter pour leurs propres intérêts.

Pour améliorer les conditions de vie des populations en situation de pauvreté en milieu urbain, le Cameroun, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale, a mis en place le projet filets sociaux axé sur des transferts monétaires ordinaires au profit des ménages pauvres. Ce projet, arrivé aujourd'hui à son terme en novembre 2022, suscite un questionnement quant à son impact sur les ménages bénéficiaires. De ce fait, la problématique que soulève cette étude se résume aux deux questions suivantes : les transferts monétaires ordinaires effectués dans le cadre du projet filets sociaux ont-ils atténué l'exposition des ménages bénéficiaires face aux risques sociaux? En outre, l'impact de ce projet à caractère fortement social est-il significativement positif sur les capacités des ménages bénéficiaires?

À notre connaissance, l'effet de l'aide sociale sur la capacité des ménages en Afrique n'a pas été analysé jusqu'à présent. Afin de combler cette lacune, cet article étudie l'effet des transferts monétaires sur les dépenses des ménages au Cameroun de 2020 à 2022. Il est important de comprendre la relation entre l'aide sociale et la capacité des ménages pauvres pour au moins deux raisons. Premièrement, elle peut fournir de nouvelles explications concernant les canaux de transmission de l'équité dans l'économie sociale. Étant donné que l'assistance sociale pour la santé, les dépenses d'études constituent un déterminant important de la capacité des ménages, tout impact de l'assistance sociale sur les dépenses des ménages bénéficiaires peut améliorer les conditions de vie. Deuxièmement, la compréhension de cette relation peut permettre aux décideurs politiques de développer des stratégies efficaces pour réduire la pauvreté et augmenter l'efficacité de l'intervention publique dans les dépenses de santé, d'études et d'activités génératrices de revenus. A partir de plusieurs stratégies d'estimation, les résultats montrent qu'un nombre accru d'aides sociales augmentera la capacité des ménages bénéficiaires pauvres à se consacrer à la santé, aux études et au secteur économique.

Le reste du document est organisé comme suit : la section 1 passe en revue la littérature existante sur l'impact des aides sociales sur les capacités des populations en situations de pauvreté. La section 2 traite de la démarche méthodologique adoptée dans cette étude. La

section 3 présente et discute des résultats en fonction des objectifs de l'étude. Enfin, la section 4 conclut l'article et met en relief les principales implications de politiques économiques.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

L'inclusion d'un revenu plus élevé dans les ménages pauvres semble désormais être reconnue comme une nécessité. Cette inclusion accroît des possibilités de dépenses en consommation par tête dans les domaines alimentaire, éducatif, économique et sanitaire. Il est utile d'apprécier la capacité du ménage en état de pauvreté à gérer ce revenu additionnel. La théorie des capacités soutient que la valeur de la vie humaine dépend de deux espaces. Le premier, appelé espace des capacités, fait référence aux opportunités, possibilités ou libertés offertes aux individus pour mener le type de vie qu'ils souhaiteraient. Il s'agit, par exemple, des types de centres de soins mis à la disposition d'une population. Il peut également s'agir des possibilités de choix offertes en termes de types de formation et de leur disponibilité, de la qualité des formateurs et de leur motivation. Le second est appelé espace des fonctionnements et désigne les manières d'être ou de penser, voire de faire, effectivement mises en œuvre par les individus. C'est, par exemple, l'état de santé des populations qui dépend de leur décision de se faire soigner dans les centres de santé ou chez les guérisseurs traditionnels.

De manière explicite, les capacités et les fonctionnements reflètent donc tous deux les conditions de vie, mais produisent des informations différentes. Les capacités contiennent les vecteurs de tous les choix possibles tandis que les fonctionnements contiennent le vecteur des choix effectivement réalisés. Tout d'abord, considérons avec Alkire (2002), l'exemple de deux enfants de 14 ans qui participent à un concours international de mathématiques et qui ont tous de mauvaises notes. Le premier a eu des professeurs de composantes parce qu'ils étaient bien formés et motivés. Mais il a choisi de consacrer beaucoup plus de temps à ses loisirs. Le second vient d'un pays où l'enseignant est démotivé et n'a reçu que quelques cours durant l'année. De plus, sa situation de jeune fille l'oblige à effectuer davantage de travaux domestiques. Bien que cet exemple soit similaire au premier, il montre comment les meilleures capacités peuvent ne pas améliorer les fonctionnements en raison de l'irrationalité de certains choix (cas du premier enfant). En outre, l'approche par les capacités peut contribuer à la recherche d'une plus grande justice sociale, tant au niveau national qu'international, grâce à l'équité dans la répartition des opportunités, plutôt que de se concentrer sur les fonctionnements. C'est le cas du deuxième enfant. Ce cas montre également que les variables sociales peuvent réduire la transmission des capacités dans le fonctionnement. Deuxièmement, considérons avec Fleurbaey (2006) l'exemple d'André et de Brian qui vivent dans un environnement rural et ont les mêmes modes de vie, le

même travail, le même type de famille et les mêmes réseaux sociaux. Mais André est plus proche d'une grande ville qui offre d'innombrables opportunités d'emploi. Cette fois, les deux individus ont les mêmes opportunités. Mais la différenciation entre l'espace des fonctionnements et celui des capacités devient complexe. Si l'on considère plutôt que la proximité de la ville est un fonctionnement, l'appréciation entre les deux individus change. Si nous laissons l'exemple intact, nous pouvons expliquer qu'André n'a pas les capacités en termes de niveau d'éducation ou de formation professionnelle pour profiter des capacités du marché du travail. Cela revient à considérer que certaines capacités sont des prérequis pour avoir d'autres capacités. En d'autres termes, les capacités s'influencent mutuellement. Pour ces dernières, les femmes, contrairement aux hommes, sont plus enclines aux actions sociales et pourraient donc initier des lois en faveur des femmes et des pauvres en général. Par conséquent, la protection sociale fait référence aux actions publiques entreprises en réponse aux niveaux de vulnérabilité, de risque et de privation qui sont considérés comme socialement inacceptables dans un régime ou une société donnée (Norton, Conway et Foster, 2001).

En outre, une étude réalisée sur l'impact des mesures d'inclusion productive dans les filets sociaux adaptatifs au Niger (Bossuroy et al., 2020), montre que, le programme de transferts monétaires fournit des paiements mensuels de 10 000 CFA pendant deux ans, ce qui représente environ 12% de la consommation annuelle des ménages. Les transferts monétaires sont inconditionnels mais livrés avec deux types de mesures d'accompagnement. (i) Les mesures d'accompagnement du volet comportemental fournissent des informations aux parents et encouragent les investissements dans le capital humain des jeunes enfants (Premand et Barry, 2020). (ii) Les mesures d'accompagnement productives sont le sujet de ce rapport et visent à faciliter les investissements dans les activités génératrices de revenus. Comparativement à l'étude précédente, notre étude montre que les transferts monétaires au Cameroun représentent en moyenne une augmentation de 34% du revenu chez un ménage bénéficiaire pauvre.

Hjelm et al. (2017) observent que la pauvreté est un facteur de stress chronique qui peut entraîner une mauvaise santé physique et mentale. Dans cette étude, ils examinent si deux programmes gouvernementaux similaires de réduction de la pauvreté ont réduit les niveaux de stress et de pauvreté perçus parmi les ménages pauvres en Zambie. Les données secondaires de deux essais contrôlés randomisés en grappes ont été utilisées pour évaluer les impacts de deux programmes de transferts monétaires inconditionnels en Zambie. Les participants ont été interrogés au départ et suivis pendant 36 mois. Le stress perçu chez les femmes soignantes a été évalué à l'aide de l'échelle de stress perçu de Cohen. Les indicateurs de pauvreté évalués

comprenaient les dépenses par habitant, la sécurité alimentaire des ménages et la possession d'actifs (non productifs). Des effets fixes et des régressions des moindres carrés ordinaires ont été exécutés, en contrôlant l'âge, l'éducation, l'état matrimonial, la démographie du ménage, l'emplacement et le statut de pauvreté au départ. Il s'ensuit que les transferts monétaires n'ont pas réduit le stress perçu, mais ont amélioré la sécurité économique (dépenses de consommation par habitant, insécurité alimentaire et possession d'actifs).

Au terme de cette revue de la littérature, deux constats principaux se dégagent. Premièrement, tous les travaux existants sont macroéconomiques. Aucune étude ne s'est concentrée principalement sur l'influence des transferts monétaires dans les ménages sur les dépenses de consommation par habitant au niveau microéconomique. Deuxièmement, aucune étude microéconomique sur la capacité des ménages pauvres n'a traité le cas d'un pays africain subsaharien. Notre étude contribue à cette littérature en se concentrant spécifiquement sur l'effet de l'aide sociale sur les dépenses de consommation par habitant en Afrique subsaharienne.

2. SOURCES DE DONNEES ET METHODOLOGIE

L'approche empirique a été conçue pour estimer l'effet des transferts monétaires sur la consommation par habitant des ménages bénéficiaires qui leur permettent d'accéder à des services de santé, d'études et de dépenses professionnelles à Yaoundé, au Cameroun, un pays d'Afrique subsaharienne. Dans cette section, les données sont décrites et la stratégie d'estimation du modèle empirique est également présentée

2.1. Présentation de l'échantillon et des données

Nous avons examiné un panel de 88 ménages bénéficiaires du projet filets sociaux dans la ville de Yaoundé sur la période allant de 2020 à 2022 avec des données provenant de diverses sources, la sélection étant faite selon la méthode de Miles et Bruhmann (1993). Le choix de la période de l'étude et des ménages cibles a été dicté par la disponibilité des données. La taille des données de la population cible varie de 1 000 à 2 500 observations selon les spécifications en raison d'observations manquantes pour certains ménages bénéficiaires. Notre échantillon de 88 observations issu de la population cible nous a permis de réaliser cette étude.

La variable dépendante est la consommation par habitant. Cette variable a été calculée à l'aide de données obtenues auprès de la Banque Mondiale. Nos variables indépendantes sont les transferts en espèces ajoutés à la consommation par habitant au cours de la première et de la deuxième période, et la partie du revenu réservée aux factures. Le niveau d'études est utilisé comme variable instrumentale.

Afin de réduire les biais dus à d'éventuelles omissions de variables, et conformément à la littérature récente sur la capacité des ménages, trois variables de contrôle ont été prises en compte : (i) la consommation par habitant incrémentée par les transferts en espèces au cours de la première période, (ii) la consommation par habitant incrémentée par les transferts en espèces au cours de la deuxième période, et (iii) la part du revenu réservée aux factures.

L'analyse empirique est basée sur des données provenant d'une part de l'Enquête portant sur l'Évaluation Finale des Transferts Monétaires Ordinaires sur la Capacité des Ménages Bénéficiaires (EEFTOCAM) menée dans la ville de Yaoundé (communes de Yaoundé 3^{ème} et Yaoundé 7^{ème}), et des données secondaires proviennent des rapports recueillis auprès de l'unité de gestion du projet filets sociaux d'autre part. Cette enquête s'est référée aux dispositions qui régissent l'activité statistique au Cameroun et elle a été réalisée au moyen de l'administration d'un questionnaire d'enquête auprès des ménages. Pour l'élaboration de ce questionnaire, nous nous sommes inspirés de celui élaboré dans le cadre du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique (PFSAIE) de la Banque Mondiale au Cameroun.

Afin de garantir la représentativité de notre échantillon, les données d'enquête résultent du répertoire de sondage de 2500 ménages (1500 pour la commune de Yaoundé 7^{ème} et 1000 pour la commune de Yaoundé 3^{ème}), bénéficiaires de ce programme à travers l'enquête PMT (Proxy Mean Test) de l'INS. Sur les 2500 ménages, nous nous sommes effectivement limités à un échantillon de 88 volontaires en vue d'apporter la précision sur l'évaluation finale du projet des transferts monétaires ordinaires par rapport à leur capacité décrite par certaines variables retenues. De cet échantillon, il en ressort les statistiques suivantes :

Tableau 1: Quelques statistiques sur les ménages bénéficiaires

Indicateur	Yaoundé III	Yaoundé VII	Cumulé
Nombre de ménages bénéficiaires	40	48	88
Taille moyenne des ménages bénéficiaires types	7.65	6.65	7.40
Nombre de bénéficiaires directs	250	247	497
Nombre de femmes dans les ménages bénéficiaires	3.53	3.62	3.57
Pourcentage des femmes dans les ménages bénéficiaires	51.22%	51.63%	51.42%
Nombre de femmes bénéficiaires	128	127	255
Pourcentage de femmes chefs de ménage	27.80%	32.50%	30.15%
Pourcentage de femmes personnes ressources	95.90%	95.80%	95.90%

Source : PFSAIE/Nos travaux (2023)

2.2. Description des variables

Cette étude considère trois types de variables à savoir une variable expliquée, deux variables explicatives et deux variables de contrôle.

2.2.1. *La variable à expliquer*

La variable expliquée (Y_{it}), encore appelée variable endogène est une variable dont le comportement se veut décrit par les autres variables du modèle. Dans ce travail, nous considérons comme variable à expliquer, la **consommation par tête du ménage** qui est un indicateur du niveau de vie permettant de mesurer la capacité d'un ménage à saisir les possibilités/opportunités d'accéder à des formations, aux services de santé, aux services d'éducation, aux activités génératrices de revenu, et à améliorer la qualité/quantité nutritive.

2.2.2. *Les variables explicatives*

Il s'agit ici des variables exogènes qui définissent les caractéristiques d'un ménage. Elles permettent de décrire le comportement de la variable endogène en se rapportant aux transferts monétaires opérés auprès des ménages bénéficiaires de notre échantillon issu de la base de sondage. Ainsi, nous avons pour notre étude, les variables suivantes :

- **La variable consommation par tête TMO1** ($Y_{i(t+1)}$) qui renvoie à la consommation par tête dans un ménage incrémentée des Transferts Monétaires Ordinaires mis à la disposition de ce dernier au cours d'une année, cette variable a pour rôle d'accroître les possibilités du ménage à accéder à des formations, aux services de santé, aux services d'éducation, aux activités génératrices de revenu et à améliorer la qualité/quantité nutritive.
- **La variable consommation par tête TMO2** ($Y_{i(t+2)}$) qui renvoie à la consommation par tête dans un ménage incrémentée des Transferts Monétaires Ordinaires mis à sa disposition au cours des deux années. Cette variable a pour rôle d'accroître les possibilités du ménage à accéder à des formations, aux services de santé, aux services d'éducation, aux activités génératrices de revenu et à améliorer la qualité/quantité nutritive.

2.2.3. *Les variables de contrôle*

Une variable de contrôle dans une régression est une variable qui, en dehors de la variable explicative formant la relation d'intérêt de la régression avec la variable expliquée, permet aussi d'expliquer la variable dépendante du modèle. La spécifier permet de réduire le biais de mauvaise spécification du modèle. Comme variables de contrôle, nous avons :

- **Dépenses dédiées au logement** ($X_{1i} = BILLS$), renvoient à la part du revenu allouée aux dépenses hors consommation alimentaires (location, facture), en fonction du type de logement, qui utilise quatre modalités : Maison isolée, Maison à plusieurs logements, Concession, Villa moderne/immeuble à appartements ;

- **Niveau d'étude** ($X_{2i} = \text{NEZ}$), renvoie au niveau de scolarisation effectif du Chef de ménage. L'on distingue plusieurs modalités telles que : sans niveau ; primaire ; secondaire premier et second cycle ; supérieur.

Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables du modèle

Variable	Obs.	Mean	Std. Dev.	Min.	Max.
Consommation par tête	88	134 989	0.1131	93 411	331 970
Consommation par tête+ TMO1	88	97 498	0.1503	57 424	295 937
Consommation par tête+ TMO2	88	58 317	0.2361	21 423	259 956
Part du revenu réservée aux factures	88	201 650	0.1629	38 994	376 443

Source : PFSIAE/Nos travaux (2023)

*Mean, Min, Max en FCFA

2.2.4. Spécification du modèle

L'objectif du modèle empirique spécifié pour cette recherche est de vérifier, dans le contexte de la ville de Yaoundé, au Cameroun, l'influence des transferts monétaires ordinaires sur la capacité des ménages bénéficiaires à améliorer leur bien-être mesurée ici par la consommation par tête. Notre stratégie consiste à linéariser notre fonction indicatrice du niveau de vie (consommation par tête) en estimant une fonction à équation simple basée sur l'approche utilisée par la Banque Mondiale dans le cadre des Programmes de Filets Sociaux et de Sécurité à Madagascar. Cette fonction s'écrit comme suit :

$$\ln(Y_{it}) = \alpha_0 + \beta_0 \ln(Y_{i(t+1)}) + \beta_1 \ln(Y_{i(t+2)}) + \beta_2 \ln(X_{it}) + \varepsilon_i$$

$$\forall i \in \{1; N\}, t = [1, 2] \quad (1)$$

Où t est la période (année), i l'individu, Y est l'indicateur de niveau de vie, mesuré par la consommation par tête, X est un ensemble de variables caractéristiques des ménages en corrélation avec le niveau de vie. Le poids de chaque variable est représenté par son coefficient β dans la régression, arrondi (ici à l'entier le plus proche) ou normalisé pour faciliter les calculs et ε_i le terme d'erreur. $Y_{(t+1)}$ et $Y_{(t+2)}$ représentent le niveau de vie des ménages à la première et deuxième année respectivement après avoir reçu le transfert des fonds.

De fait, cette fonction est estimée à partir de la technique des Moindres Carrés Ordinaires (MCO). Cette méthode est généralement utilisée pour prédire le bien-être. Le choix de cette méthode est également dû à la commodité et la facilité d'interprétation, toutefois l'estimateur des MCO n'étant pas significatif à cause du problème d'endogénéité, par conséquent pour résoudre ce problème d'endogénéité, nous avons fait appel aux variables instrumentales. D'où le choix de l'application de la méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC).

3. RESULTATS EMPIRIQUES

Le tableau ci-dessous présente les résultats issus des estimations de trois groupes cibles de ménages (Yaoundé 3^{ème}, Yaoundé 7^{ème} et Yaoundé) sous le logiciel *Eviews* du modèle estimé de l'effet de la mise à disposition des transferts monétaires sur la consommation par tête des ménages bénéficiaires en état de pauvreté chronique.

Tableau 3 : Résultats du modèle de régression

VARIABLES	YAOUNDE	YAOUNDE III	YAOUNDE VII
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
<i>TMO1</i>	1.4101 (0.0000) ^{***}	1.4279 (0.0000) ^{***}	1.3910 (0.0000) ^{***}
<i>TMO2</i>	-0.4129 (0.0000) ^{***}	-0.4304 (0.0000) ^{***}	-0.3959 (0.0000) ^{***}
<i>BILLS</i>	0.0120 (0.0010) ^{***}	0.0110 (0.0185) ^{***}	0.0145 (0.0048) ^{***}
<i>Prob (J statistic)</i>	0.1136	0.2784	0.1282
<i>Pseudo R2</i>	0.9974	0.9983	0.9971
<i>Observations</i>	88	40	48

Source : PFSAIE/Nos travaux (2023)

Note : * indique une significativité au niveau de confiance de 10% ; ** indique une significativité au niveau de confiance de 5% ; *** indique une significativité au niveau de confiance de 1%. Les données entre parenthèse représentent les probabilités.

Le tableau ci-dessus présente les résultats issus de l'estimation du modèle empirique au moyen de la méthode de la régression par les Doubles Moindres Carrés (DMC). Trois types modèles empiriques (Modèle 1, 2 et 3) ont été estimés en considérant les mêmes variables. Dans les trois modèles, l'indicateur du niveau de vie à savoir la consommation par tête représente la variable d'intérêt. Pour la validité de nos résultats, il convient d'analyser la qualité d'ajustement des modèles aux variables. Le but visé est double car il s'agit, d'une part de s'assurer que les résultats obtenus des modèles estimés reflètent autant que possible la réalité et d'autre part que les résultats obtenus ne sont pas des faits du hasard. L'estimation du pseudo R^2 permet d'apprécier la qualité de l'ajustement. Le pseudo R^2 obtenu des estimations des trois modèles explique à 99,74% (Modèle 1), 99,83% (Modèle 2) et à 99,71% (Modèle 3), la variance des variables dépendantes. Ce qui traduit une très bonne qualité de l'ajustement. De plus, les trois modèles sont globalement significatifs (Modèle 1 : Prob> J = 0.1136 ; Modèle 2 : Prob> J = 0.2784 ; Modèle 3 : Prob> J = 0.1282). Ainsi, les trois modèles estimés peuvent être utilisés pour des fins de prédiction de l'évolution future de la capacité des ménages résultant des transferts monétaires ordinaires. De nos estimations, il en ressort que, dans le modèle de la ville

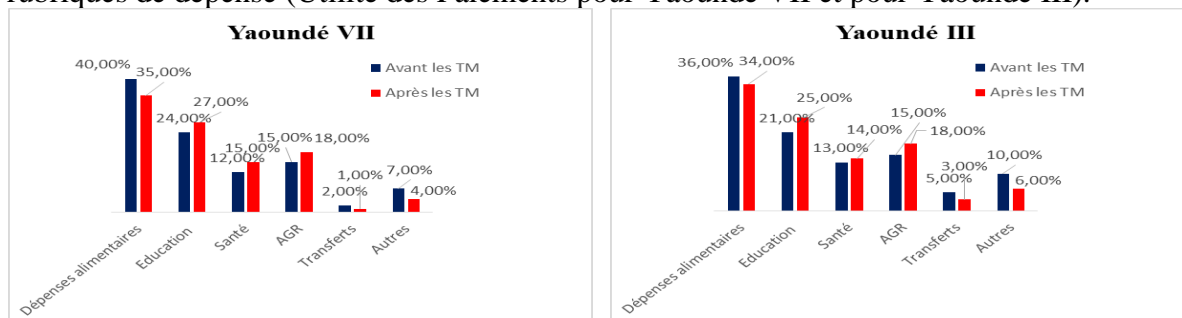
de Yaoundé (Modèle 1), une relation positive et significative à 1% existe entre le transfert monétaire au courant de la première année et la consommation par tête dans un ménage. Le coefficient de cette relation, 1,4101 signifie qu'une unité de transfert monétaire conduit à une augmentation de 1,4101 unité de la capacité du ménage en matière d'éducation et de santé. Les transferts monétaires ordinaires au cours de la deuxième année entretiennent une relation négative et significative à 1% par rapport à la capacité du ménage. Son coefficient -0,4129 unité dénote que la diminution de 1% par rapport aux exigences en matière de service de la santé, d'éducation et dans les activités génératrices de revenu. Le coût de la location a une relation significative à 1% et positive avec la capacité du ménage. Le coefficient de cette relation, 0,0120 traduit une augmentation de 0,0120 unité par rapport au coût de la location, lorsque la consommation par tête augmente de 1%.

Ces résultats corroborent avec ce que prévoit la littérature au sujet de l'impact des transferts monétaires sur la capacité des ménages bénéficiaires. Selon Sen A. K (1987), *« la valeur du niveau de vie a tout à voir avec la vie et non pas avec le revenu ou la possession de biens. Ce qui compte pour un individu, c'est sa faculté de fonctionner et le sous-développement est une privation de cette faculté. L'analyse du développement consiste alors à déterminer ce qui constitue ces facultés dans les sociétés spécifiques et à identifier les individus qui ne peuvent pas les développer. A partir de cette idée, l'approche des capacités soutient que le revenu est important parce qu'il crée des opportunités. Mais ces opportunités dépendent d'autres facteurs tels que la santé et l'éducation notamment. Il n'y a aucune raison de les exclure de la construction du bien-être »*.

Il ressort de l'analyse de l'utilisation des Transferts Monétaires (TM) que dans la commune urbaine de Yaoundé III (Modèle 2) qui est pauvre, les ménages bénéficiaires ont utilisé leurs premiers TM principalement pour la nutrition et ensuite pour l'éducation et la santé des membres de la famille. A Yaoundé VII (Modèle 3) qui est une commune locale urbaine moins pauvre que Yaoundé III, les ménages bénéficiaires ont utilisé leur TM pour l'éducation et les soins de santé des membres de la famille et ensuite pour la nutrition.

La figure 1 montre aussi que les ménages bénéficiaires ont commencé à utiliser leur TM pour investir dans les AGR, dès le premier décaissement. La proportion de TM utilisées par les ménages pour faciliter l'accès au programme scolaire et au service de santé s'accroît au fil du temps.

Figure 1 : Evolution de l'utilisation des TM par les ménages bénéficiaires (en pourcentage), par rubriques de dépense (Utilité des Paiements pour Yaoundé VII et pour Yaoundé III).



Source : PFSAIE/Nos travaux (2023)

Les résultats ci-dessous relatifs aux effets du programme (*pauvreté et conditions de vie, capital humain, emploi et revenu, dépenses et consommation*) proviennent des statistiques descriptives au cours de l'enquête EEFTOCAM.

3.1. Effets du programme sur la pauvreté et les conditions de vie

Le programme de transferts monétaires a également permis une nette amélioration des conditions de logement des ménages bénéficiaires. La probabilité des ménages bénéficiaires qui ne disposent pas de toilettes a baissé de 22,6 points de pourcentage et celle des ménages qui ne possèdent pas de sols carrelés (moderne) de 7,8 points de pourcentage. Le programme n'a cependant, pas eu d'effet sur l'accès à l'eau potable, les lieux de déversement des ordures ménagères ou l'accès à l'électricité. L'absence d'effet du programme sur ces caractéristiques peut s'expliquer par le fait la mise en place de systèmes électriques, d'assainissement de l'eau ou de déversement des déchets dépendent plus de l'action des communes ou des régions que de l'action des ménages.

Conformément aux objectifs spécifiques du Projet Filets Sociaux, la capacité des transferts monétaires à résorber le niveau d'insécurité alimentaire criard de la région a également été évalué. L'intervention a été un succès puisqu'elle a considérablement permis de réduire l'insécurité alimentaire. La probabilité qu'un membre du ménage se plaigne de ne pas avoir accès à suffisamment de nourriture de 37,9 points de pourcentage. Cette diminution s'accompagne d'une baisse (espérée) de la probabilité qu'un membre du ménage souffre de famine de 58,1 points de pourcentage. Le meilleur accès à la nourriture se traduit par une amélioration de la diversité de la consommation alimentaire et de la nutrition.

3.2. Effets sur le capital humain

Les effets bénéfiques du programme de transfert monétaire sur le capital humain, bien que plus mitigés, sont encourageants. Le programme réduit l'exclusion des enfants de l'école pour non-paiement des frais de scolarité. Elle diminue aussi la probabilité qu'il y ait au moins un

membre du ménage non éduqué. Cette réduction est probablement induite par l'amélioration de l'éducation des enfants. En effet, l'indice composite de non-scolarisation des enfants diminue de 0,058 point. Le programme n'a pas eu d'effets sur la propension des ménages à acquérir des livres scolaires et n'a pas eu d'effet sur l'arrêt, l'exclusion ou la non-scolarisation des enfants. Le programme de transferts monétaires a en revanche amélioré les comportements face à la santé. Ainsi, par exemple, la probabilité que les ménages consultent un médecin en cas de maladie a augmenté de deux tiers, une amélioration significative.

3.3. Effets sur l'emploi et les revenus

Pour ce qui est de l'impact de l'intervention sur l'emploi et le revenu, il ressort que l'intervention n'a pas significativement diminué la probabilité de chômage au sein des ménages des communes de notre étude. Ce résultat semble s'expliquer par le caractère très structurel de cet indicateur, plus tributaire aux changements macroéconomiques inhérents à la politique nationale de l'emploi du gouvernement camerounais. Le programme n'a pas eu d'impact sur les revenus des activités secondaires et principales, mais aussi sur les revenus fonciers des ménages.

3.4. Effets sur la consommation et les dépenses

Le programme de transferts monétaires augmente substantiellement la consommation des ménages bénéficiaires de 42%. Le programme a permis d'augmenter la consommation alimentaire annuelle moyenne de 450 904 FCFA, soit une hausse mensuelle 37 500 FCFA, soit presque la moitié de la dépense mensuelle moyenne d'un ménage vivant sous le seuil de pauvreté (environ 79 000 FCFA). Les dépenses de consommation 31 annuelles hors consommation alimentaire ont augmenté de 343 548 FCFA. La consommation par tête et la consommation par adulte ont augmenté en moyenne de 159 662 et 217 135 FCFA, soit des hausses respectives de 17% et de 23% par rapport à la dépense mensuelle moyenne d'un ménage vivant sous le seuil de pauvreté. Le programme augmente aussi les transferts reçus par les ménages bénéficiaires de 133 391 FCFA en moyenne.

Le programme de transferts monétaires encourage les transferts versés à d'autres personnes qui augmentent de 8 273 FCFA par mois en moyenne. Cette hausse des transferts versés suite à l'intervention peut également expliquer les forts effets de diffusion du programme aux ménages non-bénéficiaires de Yaoundé 3^{ème}. Par ailleurs, la probabilité d'acheter de l'engrais a fortement augmenté (34 points de pourcentage). Ce résultat corrobore l'idée que suite à l'intervention les ménages tendent à investir dans leur activité de production.

CONCLUSION

L'objectif de cette étude était de vérifier l'influence des transferts monétaires ordinaires sur la capacité des ménages à améliorer leurs conditions de vie en zone urbaine au Cameroun en général et de manière spécifique dans la ville de Yaoundé. Les données ont été collectées auprès d'un échantillon de 88 ménages cibles, bénéficiaires du projet filets sociaux, de la ville de Yaoundé, en général et des communes de Yaoundé 3^{ème} et Yaoundé 7^{ème}, en particulier. Les résultats de la régression par la méthode des Double Moindres Carrés confirment l'hypothèse selon laquelle, les ménages en état de pauvreté chronique qui bénéficient des transferts monétaires ordinaires respectant le contrat moral du programme de filets sociaux sont plus susceptibles d'améliorer leurs niveaux de vie. Cependant, pour ce qui est des Activités Génératrices de Revenu (AGR), cette hypothèse ne se confirme pas. Il semble que cela soit dû au fait que les ménages ne produisent de valeur ajoutée conséquente, mais se concentrent sur des améliorations de leur fonctionnement du quotidien. En outre, elles comptent sur des aides extérieures pour réduire à terme leur dépendance alimentaire.

En effet, il sera un peu ambigu d'admettre que seuls les transferts monétaires influencent significativement l'amélioration du niveau de vie du ménage en état de pauvreté chronique. Bien que l'échantillon de l'étude soit représentatif, les résultats issus de cette recherche ne sauraient être généralisés à toute la population bénéficiaire du projet filets sociaux, toutefois, ils ont des implications en termes de politiques économiques. De fait, l'impact non significatif de la mise à disposition des transferts monétaires ordinaires sur les différentes formes de création d'emploi par des ménages, suggère la nécessité de développer des programmes d'inclusion économique des jeunes pour accroître l'efficacité du capital humain, mais, également de renforcer leurs compétences par des programmes de formations en entrepreneuriat afin de mieux les autonomiser. D'ailleurs, des études antérieures soulignent que l'obtention d'un diplôme ne signifie pas nécessairement l'achèvement du processus de formation, mais plutôt la fin d'une phase plus générale et préparatoire, qui ouvre la porte éventuellement à d'autres formations (Mincer, 1962). En plus, l'amélioration de la capacité d'un ménage en termes d'accès aux soins de santé et aux services éducatifs concourent à l'amélioration de leur niveau de vie. Par exemple, alors qu'un chef de ménage chauffeur de moto taxi en zone rural, victime d'un accident n'est pas en mesure de prendre en charge les soins de santé et d'être soigné dans un centre de santé de qualité, voilà qu'un autre bénéficiaire des transferts monétaires ordinaires en zone urbaine se dirige vers un centre de santé plus performant. Ainsi, des résultats issus de cet article, il en découle que les décideurs doivent envisager de promouvoir toutes les initiatives

qui encouragent le développement de la qualité et de l'efficacité du capital humain, par des programmes de formation et de renforcement des compétences face aux risques sociaux auxquels sont exposés les ménages, car ces politiques soutiennent les principes d'éthique sociale à l'économie pour lutter contre les inégalités. En effet, la critique des fondements de l'utilitarisme comme doctrine morale appliquée à l'économie du bien-être déployée par Sen A. K (1993), s'illustre en comparant différentes notions d'égalité (et de justice comme équité) : égalité utilitariste, égalité d'utilité totale (leximin), égalité selon Rawls (principe de différence et maximin). C'est par une argumentation serrée concernant les implications qu'ont les trois variantes pour le cas des « handicapés » que Sen met en évidence les limites préoccupantes de ces doctrines et plaide en faveur de sa propre conception basée sur les capacités qui renvoient à la possibilité d'exercer les capacités d'agent, et non l'utilité marginale individuelle, le total des utilités individuelles ou les biens sociaux premiers, qui doit être prise pour la mesure de base pour établir des inégalités et apprécier les mesures correctives.

Dans le contexte particulier du Cameroun, un grand nombre de programmes de protection sociale sont orientés vers l'amélioration des conditions de vie des ménages. C'est d'ailleurs le cas du Projet Filets Sociaux Adaptatifs et d'Inclusion Economique (PFS-AIE), un vecteur de la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS). Mais, très peu de programmes sur la lutte contre la pauvreté s'articule directement sur la capacité du ménage. Dans le contexte particulier du Cameroun, le Gouvernement s'est engagé depuis un certain temps dans des programmes de lutte contre la pauvreté et l'autonomisation des jeunes et des femmes. Mais, le développement du capital humain, en cohérence avec l'inclusion économique, la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, pourrait jouer un rôle déterminant dans la réussite de ces programmes. Toutefois, certaines variables introduites dans nos modèles ne sont pas significatives pour l'étude en MCO. C'est le cas par exemple pour ce qui concerne les variables relatives aux caractéristiques du ménage : les dépenses dédiées au logement (factures loyer, eau et électricité), le type de lieu d'aisance, le mur de logement et le type de logement. En ce qui concerne les dépenses dédiées au logement, il est possible que la non-significativité de cette variable soit le fait d'un biais d'endogénéité. Cette variable a été traitée en introduisant des variables instrumentales par Double Moindre Carré. Or, il est possible que le consentement à payer les factures dépende du niveau de vie du ménage. Il s'ensuit que le problème d'endogénéité de cette variable soit crucial. Par conséquent, les erreurs standard des coefficients estimés peuvent être biaisées d'autant plus que les chocs au niveau du ménage peuvent être corrélés avec les chocs au niveau des individus par exemple, la perte d'emploi du chef de

ménage. Ainsi, des modèles appropriés pourront être adoptés pour résoudre de tels problèmes, notamment les modèles multiniveaux.

Enfin, l'utilisation des données sur deux années, comme c'est le cas dans cette étude, ne permettra peut-être pas à comprendre réellement le lien qui existe entre la mise à disposition des transferts monétaires et l'amélioration de la qualité du niveau de vie. Pour vérifier l'effet à long terme, la collecte des données longitudinales est plus que nécessaire. L'utilisation des données longitudinales permettra dans un premier temps, d'analyser et de suivre l'évolution de l'indicateur de niveau de vie dans le temps, mais, également de suivre l'effet des AGR sur la capacité des ménages sur une durée relativement longue. Pour cela, il faudrait tenir compte d'un délai d'ajustement pour appréhender l'effet des transferts monétaires ordinaires sur la capacité des ménages sur une longue période. Une analyse en données de panel de l'impact des transferts monétaires sur les capacités des ménages pauvres pourrait être menée sur l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne pour ressortir les spécificités de la capacité du ménage par pays.

BIBLIOGRAPHIE

- **Alkire, S.** (2002). Dimensions of Human Development World Development. Volume 30, Numéro 2, pp : 181–205.
- **Andreoni, J. & Vesterlund, L.** (2001). Which Is the Fair Sex? Gender Differences in Altruism, Quarterly Journal of Economics. Volume 116, Numéro1, pp : 293-312.
- **Banque Mondiale** (2014), Rapport d'activités du projet filets sociaux : Manuel de procédures, Volume 0 ; présentation du projet/ Objectifs du projet filets sociaux au Cameroun, 25 p.
- **Banque Mondiale** (2013b), Rapport d'activités du projet filets sociaux/ Stabilisation du taux d'inflation, Cameroun, 36 p.
- **Banque Mondiale** (2015), Programmes de Filets Sociaux et de Sécurité à Madagascar, 176 p.
- **Banque Mondiale** (2022). Rapport d'activités du projet des filets sociaux/Tendance générale des revenus dans les ménages bénéficiaires au Cameroun, Septembre, 108 p.
- **Beutel, A.M. & Marini, M.M.** (1995). Gender and Values. American Sociological Review. Volume 60, pp : 436-448.
- **Bossuroy, T., Goldstein, M., Karlan, D., Kazianga, H., Parienté, W., Premand, P., Udry, C., Vaillant, J., Wright, K.** (2020), Impact des mesures d'inclusion productive dans les filets sociaux adaptatifs au Niger, Washington DC : Banque Mondiale.

- **Fleurbaey, M. & Gautier, G. (2007).** International comparisons of living standards by equivalent incomes. CEPII, Working Paper Numéro 03.
- **Fomba Kamga, B., Mboutchouang Kountchou, A., Dzossa A., Nda'Chi Deff, R. (2021),** Politiques de subvention, impacts macro-budgétaires et inégalités au Cameroun entre les années 2000 et 2020, Dans : M. TERRIEUX, Politiques de subvention, impacts macro-budgétaires et inégalités au Cameroun entre les années 2000 et 2020 (pp.1-50) Paris Cedex 12: Éditions AFD.
- **Hjelm, L., Handa, S., de Hoop, J., Palermo, T., Zambia, C., & Teams, M.E. (2017).** Poverty and perceived stress : Evidence from two unconditional cash transfer programs in Zambia. *Social Science & Medicine*, Volume 177, pp : 110-117.
- **Miles B. M., & Michael B. (1993) :** Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes, De Boeck-Wesmael, 480 p.
- **Mincer, J. (1962),** Labor Force Participation of Married Women : A Study of Labor Supply, University and National Bureau of Economic Research, Princeton University Press.
- **Norton, A. Conway, Tim., & Foster M. (2001).** Social Protection : Defining the Field of Action and Policy. *Development Policy Review*, 20(5) : 541-567.
- **Pande, R. (2003).** Can Mandated Political Representation Increase Policy Influence for Disadvantaged Minorities ? Theory and Evidence from India. *American Economic Review*, 93 (4) : 1132-1151.
- **PNUD (2019),** Rapport national sur le développement humain, Cameroun : croissance inclusive, inégalités et exclusions, 282 p.
- **Premand, P. & Barry, O. (2020).** Behavioral Change Promotion, Cash Transfers and Early Childhood Development : Experimental Evidence from a Government Program in a Low-Income Setting. Policy Research Working Paper Series 9368, The World Bank.
- **Sen A. (1987),** Commodities and Capabilities. Amsterdam: North-Holland.
- **Sen A. K, Kaufmann, J., (1993).** On Ethics and Economics, Oxford, Blackwell – traduction française, Éthique et Économie, trad : Sophie Marnat, Paris, Presses Universitaires.